

SEIGNEURIAGE PRIMAIRE ET SECONDAIRE. L'ILLÉGALITÉ DES IMPÔTS.

La **réification** de l'argent; la définition correcte de l'inflation et sa neutralisation par effet de la décroissance des coûts. Le caractère obligatoire de l'argent.

Couvertes par la magistrature, les banques centrales, parmi lesquelles la Banque d'Italie (BI) et la Banque centrale européenne (BCE), incroyablement privées, pratiquent le crime du seignuriage primaire, tandis que les banques de crédit pratiquent le seignuriage secondaire, encore plus grave.

Seignuriage que la 'clique' recycle au moyen de ses centrales interbancaires.

Après avoir été occulté dès la naissance de la République et jusque dans les actes du Parlement (avec leurs *omissis*), le fait que la BI appartient aux privés a été découvert (environ 85% de la BI est propriété de banques, 10% de compagnies d'assurance et 5% de l'INPS, l'Institut italien de la sécurité sociale), comme une grande partie des autres banques centrales, parmi lesquelles la BCE, dont environ 15 % appartient à la BI.

Caractère privé dont, depuis qu'on l'a découvert, on cherche à diminuer l'importance, mais qui est la racine du mal.

Seignuriage primaire des banques centrales qui consiste en ce qui suit.

1) Dans la création d'argent au coût typographique ou d'un click (depuis 1929, aucun équivalent en or n'est plus nécessaire mais, avant cette date, c'était de toute façon déjà une fable). Billets de banque dont on ignore la quantité, les numéros qu'ils portent n'étant ni progressifs ni de signification claire.

2) Utiliser les billets (à leur valeur 'faciale') pour 'acheter' (c'est davantage un 'escompte', mais en réalité, c'est une escroquerie) aux États un même montant en titres du déficit public.

3) Réaliser une falsification de bilan pharaonique en inscrivant au passif le montant 'facial' des billets de banque créés à partir du néant pour ainsi 'équilibrer' les comptes en inscrivant les titres à l'actif. Falsification par le biais de laquelle la **clique** qui contrôle et 'se trouve derrière' les banques réalise deux autres objectifs: premièrement, voler même aux actionnaires privés des banques centrales les revenus du seignuriage lui-même; deuxièmement, une évasion fiscale bien supérieure aux taxes tant payées que soustraites au fisc par le reste de la société; parce que les taxes à un taux de 50 % (sachant qu'elles sont, comme nous le verrons, illicites) atteignent un niveau qui correspond à la moitié de l'argent créé.

Seignuriages primaire et secondaire qui sont la cause tant de l'inflation que des impôts, tout en étant aussi au service de la domination sur les citoyens, criminalisés comme fraudeurs, recycleurs, etc.

Seignuriage primaire qui rend la clique responsable de la 'dette publique', la clique ayant récupéré la somme correspondante (et pas l'État).

Phénomènes catastrophiques parmi lesquels l'inflation, qui est tout autre chose que ce que l'on croit car c'est le résultat de la production de l'argent réalisée par des faussaires.

En effet, si une somme d'argent est égale à 100 et si un faussaire (c'est-à-dire quiconque produit de l'argent sans être l'État; par conséquent notamment les banques) crée une autre somme d'argent égale à 100, lorsqu'il met cet argent en circulation (lorsqu'il le dépense), il vole la moitié de la richesse et, ayant porté la somme de l'argent à 200, cause une 'inflation' de 50 %.

Inflation qui n'existe pas si c'est l'État qui produit l'argent et le met en circulation en le dépensant car, dans ce cas, l'équivalent de la dépense va à la collectivité, laquelle verra l'argent mis en circulation couvert/réifié par la richesse encaissée (constituée notamment de droits, rétributions, pensions, etc.). Raison pour laquelle la richesse publique et l'argent augmenteront parallèlement.

Argent qui se réifie donc seulement s'il est introduit par l'État, tandis qu'il reste faux s'il est introduit par des personnes privées.

Phénomène de la **réification** de l'argent que j'ai défini moi et sans lequel il est impossible de comprendre réellement les terribles pouvoirs du seignuriage.

Je définis donc inflation le phénomène qui se vérifie lorsque des faussaires ont introduit de l'argent en le dépensant et ont ainsi causé une augmentation de l'argent global et du pourcentage de richesse qui leur appartient, ainsi qu'une diminution correspondante du pouvoir d'achat de l'argent et de la richesse qui appartient à la collectivité.

Pour éliminer le seignuriage, il ne suffit toutefois pas que les banques centrales soient publiques; il faut aussi empêcher la falsification de bilan susmentionnée.

Si nous avons tous une unité de ri-

chesse et si nous créons un nombre correspondant de billets, à diviser entre nous de manière à ce que chacun en ait un, rien ne change: nous restons propriétaires de cette unité de richesse; sauf que, grâce à l'argent, nous pourrions mieux l'utiliser.

Je veux dire que si l'argent est créé pour être l'équivalent symbolique de la richesse, il ne peut être que comptabilisé à l'actif.

L'inscrire au passif, comme si c'était un truc des banques, différent de la richesse qu'il symbolise pour être mis en circulation au moyen de la dépense, est donc seulement un moyen pour le voler.

Un cadre dans lequel, si une banque 'prête' de l'argent à un individu, celui-ci ne le lui doit pas, soit parce que la banque (faussaire) ne lui a rien donné, soit parce que cet individu recevra de la collectivité l'équivalent de la dépense, si bien que c'est à celle-ci (à l'État) qu'il devra restituer l'argent.

Donc, pour légitimer l'exigibilité des crédits des banques, il faut tout d'abord confisquer et nationaliser ces dernières, sinon leurs crédits ne peuvent être exigés en tant que crédits de faussaires et d'escrocs.

Seignuriage dont l'élimination rendra l'État richissime en anéantissant la dramatique démonétisation pilotée par les banques pour nous dominer.

Car la souffrance sociale est le résultat de la possession de l'argent rendue obligatoire par la clique, mère du consumérisme, argent qui doit être dépensé comme celle-ci l'entend (tributs), au risque sinon de diverses formes violentes d'expulsion sociale.

Crimes qui violent les articles du code pénal nos 241, 283, 648 bis, 501, 501 bis, 416, 61.

Alors que si l'argent est produit par l'État sans causer d'inflation, on peut en imprimer autant qu'il faut, en contribuant ainsi à l'augmentation des échanges et à la croissance de l'économie.

Seignuriage primaire auquel s'ajoute le seignuriage secondaire, avec lequel les banques de crédit, à travers le 'multiplicateur monétaire,' selon des pratiques qu'une doctrine veule et scélérate de régime donne comme prévues, mais qui sont le summum de la criminalité, réalisent des prêts pour un montant 50 fois supérieur à l'argent qu'elles détiennent.

En substance, si un quidam verse sur un compte bancaire 100 000 euros, la banque en conservera environ 2% comme réserve (ce qui compte, c'est le concept), et en prêtera 98 % qui, une fois déposé dans une autre banque, sera prêté à son tour à 98%, suivant une logique qui se répète.

Jusqu'à ce que la **coterie** bancaire, à travers des prêts toujours in-

férieurs de 2%, réduise à rien les 100.000 euros; elle aura toutefois entre-temps réalisés des prêts pour 5.000.000 d'euros, sur lesquels elle réalise d'énormes profits par le biais des intérêts, eux aussi multipliés par 50, en lieu et place de la seule compensation des services connexes.

Intérêts qui doivent aller aux propriétaires de l'argent, et à l'État pour les prêts fruits de la multiplication par 50, alors que maintenant ils constituent une création d'argent à l'avantage des banques qui résulte de tout 'versement' ou paiement par chèque, carte de crédit, virement bancaire, etc.

Seignuriage secondaire dont les revenus ne vont même pas aux actionnaires, mais sont de nouveau soustraits par la **clique** par le biais de falsifications de bilan complexes et de trucs dont le contrôle efficace exige qu'une magistrature spécialisée pénètre finalement avec toute son autorité dans les profondeurs du système, et cesse de le protéger.

De l'argent faux qui provoque une inflation continue, rendue invisible par la diminution parallèle des coûts de production et de commercialisation.

Cela alors que le fisc ratisse l'argent réifié qu'il utilise pour la plus grande part pour 'acheter' l'argent à réifier ou pour payer les intérêts de la dette.

Tributs qui, quand l'État créera lui-même l'argent, pourront être réduits à un impôt unique (les coûts liés à la jouissance des choses doivent être dans une certaine mesure à la charge de ceux qui en profitent), que nous pourrions définir la 'générale'.

'Générale' qui, sans compensation entre donner et avoir, pourrait varier, par hypothèse, de 1% à 20%.

Seignuriage à éliminer, sans avoir besoin de modifier les traités: a) en poursuivant les crimes bancaires, c'est-à-dire la falsification de bilan décrite précédemment; b) en confisquant pénalement les parts de propriété privée de la BI, et, par conséquent, notamment environ 15% de la BCE qui appartient à la BI, en ouvrant les yeux de tout un chacun; c) en équilibrant les taxes passives et les taxes actives afin que celles qui sont le fruit du multiplicateur aillent aux propriétaires de l'argent et à l'État.

Intérêts bancaires souvent usuriers. Usure qui est la forme extrême de seignuriage secondaire.

Traités, accords et systèmes fiscaux écrits par les banques, avec lesquels elles ont tenté de délégitimer la souveraineté économique des États pour l'attribuer subrepticement à ces coteries mais sans y parvenir, car l'opposition demeure vive, à l'aide de tous les principes juridiques.

Alfonso Luigi Marra